

La rareté des terres et de l'eau: moteur de migrations et de conflits ?

L'évaluation des écosystèmes pour le Millénaire prévoit que l'aggravation de la rareté de l'eau potable, associée à l'extraction continue d'eau dans les écosystèmes fragiles des zones arides, est susceptible d'exacerber la désertification et ainsi de provoquer une spirale infernale de détérioration écologique et de précarisation des moyens d'existence dans de nombreuses régions en développement. À son tour, ce phénomène peut pousser les populations à migrer, ce qui peut avoir des répercussions de grande ampleur touchant la stabilité politique et économique aux plans local, régional et même planétaire

Steffen Bauer
Institut allemand de développement
(DIE)
Bonn, Allemagne
steffen.bauer@die-gdi.de



Photo: dpa-picture-alliance

Zippo, clown de cirque professionnel au Surrey, en Angleterre, ne doit plus se complaire dans des batailles d'eau avec ses collègues au risque de devoir payer des amendes pouvant atteindre 5 000 GBP (7 300 EUR) et de perdre son branchement au réseau de l'autorité locale de l'eau. Cette histoire que l'on pourrait prendre pour de l'humour anglais s'avère être une affaire beaucoup plus sérieuse. Dans la mesure où même le Royaume-Uni, pourtant réputé pour son climat très pluvieux, a connu une période de relative sécheresse, le ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales a ordonné de limiter la consommation de l'eau dans les districts de Sutton et d'East Surrey dans le sud de l'Angleterre, ce qui n'a pas manqué d'affecter le quotidien de centaines de milliers de citoyens. En l'occurrence, les autorités ont privé des clowns attristés de ce qu'ils pourraient considérer comme étant la quintessence même de leurs besoins quotidiens pour le travail et la subsistance. Et Zippo d'insister: « Pour un clown, éclabousser de l'eau est aussi important que d'arborer un nez rouge » (Daily Mail, 27 mai 2006). Considérez maintenant les zones arides

La baisse drastique de la production de denrées alimentaires dans les pays du Sahel force les populations à quitter leur pays d'origine pour aller gagner leur vie dans les pays occidentaux.

de la planète, où l'eau est encore plus importante. En effet, dans les déserts et dans les zones arides, l'accès à l'eau est un facteur à la fois vital et limitant. Les services rendus par les écosystèmes en termes de satisfaction des besoins humains fondamentaux, de production agricole et laitière ainsi que d'élevage dépendent de manière cruciale de la disponibilité de l'eau potable, laquelle est, par nature, non seulement rare dans les zones arides, mais limitée encore plus par la surexploitation et par les répercussions du changement climatique et de la désertification, deux phénomènes qui se renforcent mutuellement.

De fait l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire (EM) met en exergue le fait que la diminution des services fournis par les écosystèmes constitue une menace bien plus grande dans les zones arides que

dans les régions humides de la planète. Pire encore, l'aggravation de la rareté de l'eau potable prévue par l'EM, associée à l'extraction continue d'eau des écosystèmes fragiles des zones arides, est susceptible d'accélérer la désertification, risquant ainsi de provoquer une spirale infernale de détérioration écologique et de précarisation des moyens d'existence dans de nombreuses régions en développement.

À son tour, ce phénomène peut pousser les populations à l'exode, ce qui peut avoir des répercussions politiques de grande ampleur partout où l'on se dispute les terres arables et l'eau potable. Associées à une crise socioéconomique ou à des tensions culturelles et ethniques, la désertification et les migrations peuvent ainsi même aboutir à des conflits violents, exacerber les conflits en cours et déplacer encore plus loin les populations touchées. Dans ce contexte, on conçoit aisément que les répercussions sociétales de la désertification peuvent aller au-delà des zones arides. Avec les migrations comme courroie de transmission, les répercussions politiques peuvent en effet être ressenties dans des régions qui sont très éloignées des grands déserts de la planète. Dans ce qui suit, je me propose de décrire le rôle joué par la désertification comme moteur de migrations et d'évoquer les interactions potentielles entre désertification, migration et instabilité politique dans les zones arides et ailleurs.

La désertification déclenche la migration

Quelque quarante pourcent des terres du globe peuvent être classées parmi les zones arides. Il s'agit de régions terrestres où la rareté de l'eau est un facteur limitant la production de cultures vivrières, de fourrage, de bois et d'autres services rendus par l'écosystème. Contrairement aux déserts proprement dits, lesquels ont peu à perdre en termes de productivité naturelle, les zones arides sont particulièrement menacées de désertification. Pour les mêmes raisons, l'impact de la désertification sur les moyens d'existence des populations est beaucoup plus marqué dans les régions semi-arides à forte densité de population que dans les déserts où la densité de population est faible. D'après l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, la population totale des zones arides du globe s'établit à environ deux milliards. Parmi ces populations, celles dont les moyens d'existence doivent être considérés comme étant sérieusement touchés par la dégradation des zones arides s'établissent, selon les critères choisis, à 250 millions au moins et probable-

ment à 1,2 milliards de personnes. Beaucoup d'autres populations sont mises en péril par la perspective de la désertification. Elles sont notamment confrontées à des pertes en termes de productivité biologique et économique des terres du fait de la dégradation progressive des sols. Vu les liens complexes qui existent entre dégradation du sol, production agricole, sécurité alimentaire et pauvreté, de nombreux membres des ménages peuvent, du fait de la désertification, quitter leur foyer pour chercher à compléter le revenu familial en procédant à des envois d'argent. D'autres peuvent même être déracinés avec l'ensemble de leur famille et décider d'émigrer pour survivre. En fait, l'une des constatations majeures de l'Évaluation pour le Millénaire a trait au fait que les sécheresses récurrentes et la dégradation du sol sont des facteurs prédominants dans l'exode des populations des régions arides vers d'autres régions. Comme on pouvait s'y attendre, des études récentes confirment aussi que les ménages pauvres des régions écologiquement fragiles, les communautés sont beaucoup plus susceptibles d'abandonner leurs foyers et de migrer que les familles qui sont relativement plus à l'aise et qui vivent dans des communautés moins vulnérables au stress écologique. De plus, la probabilité de retour de ces migrants diminue lorsque les périodes de sécheresse se multiplient et qu'elles deviennent plus sévères. Bien qu'il n'existe guère de chiffres solides relatifs au déplacement des populations principalement provoqué par la désertification, ce qui a pour effet de rendre les efforts de quantification des plus spéculatifs. Cette dynamique générale a été bien documentée pour de nombreuses régions arides d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient ainsi que des Amériques (voir

Les personnes déplacées pour raisons environnementales ...

...d'après l'Organisation internationale des migrations, ce sont «des personnes déplacées dans leur propre pays de résidence habituelle ou qui ont traversé une frontière internationale et pour lesquels la dégradation, la détérioration ou la destruction de l'environnement constitue une cause majeure, mais pas nécessairement l'unique cause, du déplacement» (voir OMI, *Environmentally-Induced Population Displacements and Environmental Impacts Resulting from Mass Migrations*. Genève : UNHCR et OMI, 1996).

Michelle Leighton, *Desertification and Migration*, dans : *Governing Global Desertification*, de P. M. Johnson et al., Ashgate : Aldershot 2006). Le flot constant de Mexicains appauvris cherchant à franchir le «rideau de tortilla» (T.C. Boyle) pour entrer aux États-Unis et le destin ambigu des Africains qui tentent de parvenir aux côtes italiennes et espagnoles, ont récemment bénéficié d'une attention considérable de la part des médias occidentaux et aux niveaux de gouvernement les plus élevés. Bien que ces migrants soient généralement classés dans la catégorie des réfugiés économiques et non nécessairement dans celle de ceux qui fuient la désertification au sens strict du terme, il est raisonnable de supposer que le manque de terres arables, la rareté de l'eau et la détérioration de l'environnement en général figurent parmi les principaux facteurs qui les poussent à quitter leur foyer. Alors que les gouvernements occidentaux se montrent prompts à entretenir les peurs confuses associées aux migrations sud-nord, les corrélations entre la dégradation des terres agricoles et la migration des paysans pauvres deviennent d'autant plus manifestes si l'on tient compte des personnes déplacées à l'intérieur des régions touchées. En fait, les migrations provoquées par la désertification s'opèrent sur une échelle beaucoup plus vaste dans la partie sud de la planète, mais elles demeurent invisibles pour le public occidental.

C'est notamment le cas de l'Afrique, région la plus touchée par la désertification. Au niveau de la Corne de l'Afrique, par exemple, on constate que l'exode rural à partir des régions éthiopiennes arides d'Amhara et de Tigray est essentiellement le fait de la dégradation de l'environnement et de la pauvreté. Dans la partie occidentale du Sahel, des études sur le Sénégal, le Mali et le nord du Nigéria montrent aussi que l'exode rural et l'étalement urbain sont des réponses à l'érosion du sol et à la baisse de la production agricole dans le pays. Des scénarios similaires sont actuellement à l'étude en Asie centrale et en Amérique latine. Par exemple, la migration est identifiée comme une stratégie de survie pour les ménages paysans des régions rurales de l'Argentine qui sont confrontés à la dégradation des régions arides ; au Kazakhstan et en Ouzbékistan, la forte érosion du sol due à la salinité et aux tempêtes de vent, associées à la pollution de l'eau, constitue un facteur majeur de déplacement à l'intérieur de leur pays (voir Leighton, cité plus haut, avec plus de références). Il va de soi que, politiquement, les personnes qui migrent illégalement du sud vers le nord et les populations poussées au déplacement interne par la désertification pourraient

être placées sous le même étendard. Il y a de cela deux décennies déjà, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) suggérait que les migrants qui fuient en fait des conditions environnementales hostiles peuvent être raisonnablement qualifiés de « réfugiés environnementaux » (voir Hassan el-Hinnawi, *Environmental Refugees*, UNEP: Nairobi 1985). Aujourd'hui, il est d'autant plus évident que le changement climatique et la désertification au niveau planétaire sont, de fait, des causes premières des migrations aussi bien saisonnières que permanentes, internes que vers l'étranger. L'expression « réfugié environnemental » reste controversée en raison de la complexité du phénomène migratoire. Il n'est guère possible de faire clairement la distinction entre réfugiés politiques, économiques et environnementaux. Cependant, le Panel intergouvernemental sur le changement climatique prévoit quelque 150 millions de réfugiés environnementaux d'ici l'année 2050, en raison du réchauffement de la planète et de l'accélération de l'érosion du sol et de la pollution de l'eau qui s'ensuivront. Toutefois, la reconnaissance des réfugiés environnementaux aurait, du point de vue de la loi internationale, des répercussions de grande envergure sur le statut des migrants et des réfugiés. À l'heure actuelle, les réfugiés environnementaux ne sont pas reconnus en tant que tels et ne sont donc pas en droit de demander protection

L'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire et les migrations

«Les conséquences sociétales et politiques de la désertification s'étendent également aux zones non sèches. ... Un afflux de migrants peut réduire la capacité de populations à utiliser les services des écosystèmes de façon durable. Une telle migration peut aggraver l'expansion urbaine et, via une compétition pour des ressources naturelles de plus en plus rares, engendrer des dissensions internes et transfrontalières sur les plans social, ethnique et politique. Les déplacements de populations provoqués par la désertification peuvent potentiellement perturber aussi la stabilité politique et économique locale, régionale et même mondiale, ce qui peut ouvrir la voie à une intervention étrangère.» (*Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire: Écosystèmes et bien-être humain. Synthèse sur la désertification*. World Resources Institute: Washington, DC 2005).

ou asile. C'est pourquoi le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations évitent le terme de « réfugié environnemental » et lui préfèrent l'expression « personnes déplacées pour raisons environnementales ».

Malgré cela, la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNUDL) reconnaît explicitement le lien entre la dégradation de l'environnement et les migrations et demande aux gouvernements de tenir compte « des rapports entre la pauvreté, les migrations dues à des facteurs écologiques et la désertification » [CNUDL, article 17.1 (e)]. Toutefois, cette disposition n'a pas encore été traduite en actions politiques tangibles. Vu la multitude de questions couvertes par la convention et vu les priorités plus urgentes à l'ordre du jour des parties, ce retard n'est pas du tout surprenant.

Ce qui intrigue, en revanche, c'est que le récent rapport du Secrétaire-Général des Nations unies sur les migrations internationales et le développement n'évoque ni le problème de la désertification ni la CNUDL. Par souci de justice à l'égard du Secrétaire-Général des Nations unies, il convient cependant de reconnaître que le mandat permettant d'évaluer les migrations internationales occulte quasiment la question des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, lesquelles constituent l'essentiel des réfugiés écologiques.

Désertification + Migration = Conflit ?

Dans le cadre de débats récents concernant les États faibles ou faillis (pour un aperçu, consulter a&dr, n° 6/2005), le lien entre la désertification et les migrations est également considéré comme un problème de sécurité. Par exemple, le Conseil consultatif allemand sur le changement planétaire (WBGU) a été amené à explorer les liens qui existent entre la dégradation continue de l'environnement et la sécurité mondiale à moyen et long termes. À cette fin, il explore, entre autres aspects liés, la question de savoir si les mouvements migratoires déclenchent des conflits dans les zones arides.

Jusqu'ici, les recherches sur les conflits indiquent qu'il est peu probable que la dégradation de l'environnement, par elle-même, puisse déclencher des conflits (pour un aperçu, consulter Nils Petter Gleditsch, *Armed conflict and the environment: a critique of the literature*, Journal of Peace Research 35 (3) 1998). Bien au contraire, les problèmes écologiques ont souvent suscité la coopération, parfois même entre des voisins dont les relations étaient par ailleurs tendues, comme



Photo: UNCCD

l'Égypte et Israël. Cependant, la demande croissante de ressources rares provoquera des conflits d'intérêts. La concurrence féroce pour ces ressources rares que sont les terres et l'eau n'est pas seulement la cause de migrations ; elle peut aussi s'intensifier si l'afflux de migrants ou de réfugiés augmente la pression exercée sur les environnements fragiles et sur les communautés rurales qui sont déjà sous stress. Tout en tenant compte du passé et du présent, il n'a pas été possible d'établir un lien direct entre les migrations et les conflits. Dans la plupart des cas actuels de migrations provoquées par des facteurs environnementaux, on estime que la détérioration de l'environnement intensifie un ensemble complexe de mécanismes qui aboutissent en définitive au phénomène migratoire. Dans les régions déjà touchées par l'instabilité politique ou socioéconomique, l'afflux de migrants ou de réfugiés est susceptible d'aggraver l'instabilité et ainsi d'accroître aussi les risques de conflit. S'il est vrai qu'un mouvement migratoire provoqué par des facteurs environnementaux n'est pas nécessairement suivi d'un conflit, il n'en est pas moins vrai que les choses ne sont pas facilitées par le fait que bon nombre de zones arides se trouvent dans des pays en développement à structures de gouvernance fragiles et ayant tendance aux dissensions internes. Bien au contraire, les répercussions sociétales de la désertification et les conflits qui couvent sont susceptibles



Jusqu'à 1,2 milliard de personnes de par le monde sont menacées par les conséquences de la désertification.

de s'intensifier mutuellement et peuvent ainsi attiser des conflits en cours et, dans les cas extrêmes, peuvent même accélérer la faillite des États fragiles.

C'est encore une fois l'Afrique qui fournit les exemples les plus dramatiques de cercles vicieux alimentés par les conflits, la sécheresse, la migration et la surexploitation des services de l'écosystème. Les exemples foisonnent d'affrontements violents entre des populations pastorales et des communautés de cultivateurs. Et pourtant, l'escalade des conflits entre ces groupes n'est guère déclenchée par la seule désertification ou les seules migrations. En fait, les conflits liés à l'utilisation des terres comme pâturages plutôt que comme terres de cultures sont souvent sous-tendus par des tensions ethniques ou d'autres prétextes, comme c'est actuellement le cas dans la crise complexe que connaît le Darfour, à l'ouest du Soudan. Dans un exemple relativement moins complexe, les accès de violence sporadique entre les tribus nomades et les agriculteurs paysans de la vallée du Rift au Kenya ont été habilement suscités par les acolytes du Président Daniel arap Moi tout au long des années 1990. Dans le cas du génocide rwandais, la rareté des terres a été, à juste titre, désignée comme étant un problème central. Et pourtant la violence excessive et systématique n'est guère concevable sans le contexte violent de l'histoire et de la politique coloniales et postcoloniales de la région.

Il reste donc que la probabilité d'escalade des conflits latents augmentera naturellement là où l'afflux de personnes déplacées intensifie l'exploitation des écosystèmes fragiles des zones arides et la concurrence liée à l'accès à ces écosystèmes.

Perspectives

L'ex-Président des États-Unis, Bill Clinton, que l'on peut difficilement suspecter d'alarmisme vert, a récemment déclaré que le changement mondial était « plus éloigné que le terrorisme, mais [qu'il constituait] une menace plus sérieuse », exprimant ainsi l'inquiétude croissante à l'égard des liens qui existent entre les tendances actuelles en matière de changement environnemental et la sécurité mondiale. Bien qu'elle ne soit encore que vaguement comprise, la relation entre la désertification, les migrations et l'instabilité dans les régions arides du globe constitue l'un des fondements de ce discours général.

En raison de l'impact de plus en plus manifeste du réchauffement de la planète, des doutes commencent à poindre concernant la validité future de l'évaluation reconfortante faite par la recherche sur les conflits environnementaux. Ce sont notamment les États faibles, qui se battent pour maintenir les fonctions les plus fondamentales de la gouvernance et

de l'État, qui vont presque nécessairement aller au-delà de leurs limites et qui pourront par la suite s'effondrer, lorsque la fonction de protection de leurs citoyens aura été aggravée par la nécessité sociale et économique de s'adapter aux conséquences du changement climatique.

Aujourd'hui encore, l'accroissement démographique et l'afflux de migrants vers les zones arides ramènent avec eux des empreintes écologiques considérables, notamment pour ce qui a trait à l'extraction d'eau potable et à la sécurité alimentaire. L'amélioration de la gestion de l'approvisionnement en eau est, par conséquent, un enjeu considérable pour l'avenir du développement durable des zones arides. Toutefois, actuellement il y a peu de solutions faciles. Les systèmes d'irrigation, par exemple, se sont avérés être un instrument viable pour accroître la production alimentaire ainsi que pour réduire la pauvreté dans de nombreux projets de développement rural. Cependant, à long terme, ils engendrent des risques considérables. En raison de leur tendance à exploiter les ressources hydriques de surface ainsi que la nappe phréatique, ils peuvent facilement aggraver les problèmes liés à la désertification et ainsi annuler les effets bénéfiques qui leurs sont attribués à court terme.

En outre, les défis de la désertification et de la rareté de l'eau se feront de plus en plus sentir dans la vie des populations qui n'étaient jusqu'ici que marginalement touchées par les conséquences de la désertification. Pour ne donner qu'un exemple, même les scénarios prudents en matière de changement climatique prévoient des pertes considérables en termes d'eau potable disponible à la consommation des ménages et à l'irrigation des surfaces cultivées dans les zones arides, mais fortement développées, de la Californie et de l'Arizona. Les systèmes fluviaux qui permettent à ces États climatiquement arides de vivre prennent leurs sources dans les glaciers et les chaînes de montagnes enneigées. En ce sens, les soucis de Zippo, le clown, ne sont que le sommet de cet iceberg proverbial que constitue la fonte des glaciers de la planète ; fonte qui aura pour effet de changer les régimes de précipitations et de raréfier l'eau.